

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1227

Rubrik: Ici et là

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La caravane et les roquets

(jd) On pouvait le prévoir. Le départ précipité sinon inattendu d'Otto Stich a stimulé les attaques contre l'actuelle composition politique du Conseil fédéral. La formule magique, qui n'exprime rien d'autre que le rapport des forces au parlement, suscite la vindicte des petites formations, d'autant plus bruyantes qu'approche l'échéance électorale. Ces dernières ne peuvent manquer une telle occasion de présenter un profil avantageux, pur et dur, libre des compromis et des hésitations des grandes formations.

Le fantôme de l'opposition

Le popiste vaudois Zizyadis a tenté sa chance; à vrai dire nulle, en proposant de reporter au 13 décembre le remplacement du ministre socialiste des finances, à savoir après les élections du Conseil national, à l'occasion du renouvellement complet du Conseil fédéral. Prétexe invoqué, le respect de la volonté populaire qui va précisément s'exprimer lors de ces élections.

En fait le député vaudois sait pertinemment qu'un bouleversement politique le mois prochain est improbable; et s'il advenait, l'Assemblée fédérale aurait tout loisir alors d'en tenir compte le 13 décembre. A la vérité, une telle proposition s'inscrit dans une stratégie qui vise au retrait, volontaire ou forcé, des socialistes du Conseil fédéral. Pour que la gauche réformatrice rejoigne les rangs d'une opposition musclée ayant vocation de constituer ultérieurement une majorité alternative. Ce qui par ailleurs n'empêche pas les anciens communistes de goûter aux charmes de la participation gouvernementale à La Chaux-de-Fonds, à Lausanne et à Genève; et dans la ville du bout du lac, de longues années durant, au sein d'une municipalité à majorité bourgeoise. Vérité en deçà de la Sarine, erreur au-delà.

A ce jeu du «poussons-les dehors», l'extrême-gauche devient l'alliée objective des libéraux qui, avec les automobilistes et les nationalistes de Markus Ruf et de l'UDC, rêvent d'un gouvernement exclusivement bourgeois. Avec l'espoir d'une politique plus conforme à leurs vœux et d'une cohérence retrouvée.

Une démocratie de concordance

On est en droit de poser un regard critique sur le fonctionnement du Conseil fédéral en place, sur son esprit de collégialité trop souvent en défaut, son manque de clairvoyance dans les négociations bilatérales avec l'Union européenne par exemple. Et la brusque démission d'Otto Stich n'est pas pour faciliter le rajeunissement d'un collège soumis à des règles d'élection déjà fort paralysantes. Mais

chercher une issue dans une nouvelle formule politique de l'exécutif, c'est faire commerce d'illusions.

La formule prétendument magique n'est que l'expression de la démocratie de concordance qui prévaut en Suisse. Une concordance qui ne résulte pas d'une crainte pathologique des conflits ou d'une trahison de la gauche socialiste, comme on l'entend parfois, mais qui s'est progressivement imposée comme le mode de gouvernement adéquat à une société multiculturelle, traversée de nombreux clivages et d'où ne se dégage aucune majorité claire. Préconiser l'alternance ou un Conseil fédéral qui refléterait un éventail politique plus restreint, c'est ignorer que la Suisse ne connaît que des minorités condamnées à s'entendre.

Deux hypothèses bancales

Un exécutif exclusivement bourgeois s'en sortirait-il mieux? Déjà les cinq magistrats bourgeois actuels sont loin de parler à l'unisson. Un chœur à sept serait-il plus harmonieux? Que ce soit dans la politique étrangère, en matière économique et financière, ou encore dans la délicate question de la drogue, pour ne prendre que quelques exemples, les partis bourgeois étalent leurs divergences, quand la ligne de fracture ne passe pas en leur sein même. Quant au scénario de l'alternance, qui verrait par exemple les vainqueurs de la votation sur l'Espace économique européen remplacer le Conseil fédéral démissionnaire, il est simplement incongru.

Les institutions helvétiques sont ainsi faites que le Conseil fédéral ne peut que se trouver parfois en porte-à-faux avec la majorité populaire. A celle-ci, les instruments de démocratie directe donnent le dernier mot. Un mot qui n'est d'ailleurs jamais définitif, pas plus qu'il n'interdit aux autorités de rechercher de nouvelles solutions. Cet accommodement perpétuel et inconfortable nous vaut cohésion nationale et stabilité politique. Et c'est ainsi que depuis 36 ans la caravane de la formule magique passe malgré les aboiements des roquets.

Reconnaissons pourtant à ces derniers une utile fonction. En vitupérant les partis gouvernementaux, ils expriment l'insatisfaction d'une partie de la population et la nécessité pour les grands d'assurer les conditions de fonctionnement de la formule magique. Des conditions qui aujourd'hui ont singulièrement tendance à se dégrader. Capacité de dialogue, vigoureux et conflictuel si nécessaire, volonté de compromis, telles sont les qualités indispensables à la gouvernabilité de la Suisse et qui, seules, légitiment le désir d'être représenté au Conseil fédéral. ■

ICI ET LÀ

Comment réformer et assainir l'Etat sans l'affaiblir?

Un forum du parti socialiste vaudois est consacré à la question. Avec notamment Pierre Gilliand, Jean-Noël Rey, Monika Dusong. En clôture, une table ronde: Où va le service public? Avec la participation de Yvette Jaggi, Guy Olivier Segond, Eric Decarro, François-Xavier Merrien. Animation Gian Pozzy.

Le 7 octobre, de 14h15 à 22h, au Centre paroissial de la Croix d'Ouchy (CPO), Ch.Beau-Rivage 2, à Lausanne.